

## Bilan agricole 2022

# Hausse historique des prix à la production et des intrants

Après un retour de croissance de l'économie mondiale en 2021 malgré le prolongement de la pandémie de Covid-19, l'année 2022 est marquée par les conséquences du conflit russo-ukrainien déclenché en février, avec des échanges extérieurs bouleversés et une inflation galopante. Dans ce contexte, l'envol du coût des intrants (aliments pour animaux, énergie et engrais) de 2021, se renforce en 2022, touchant l'ensemble des filières agricoles.

Sous l'effet également d'une demande mondiale toujours ferme malgré le ralentissement des achats chinois, les prix à la production en France, comme en Bretagne, augmentent fortement en 2022 pour le lait de vache et pour l'ensemble des animaux. Ils atteignent des niveaux sans précédent, dans un contexte de réduction des cheptels. Comme en 2021, les filières biologiques du lait et des œufs de consommation connaissent des difficultés.

En 2022, l'épidémie de grippe aviaire affecte fortement la filière avicole en France.

Par ailleurs, la sécheresse exceptionnelle impacte diversement les productions agricoles.

Concernant les légumes, les prix tendent à augmenter durant l'année 2022 ou lors de la campagne 2022-2023, face à des productions réduites.

### Flambée des cours des céréales pour la deuxième année

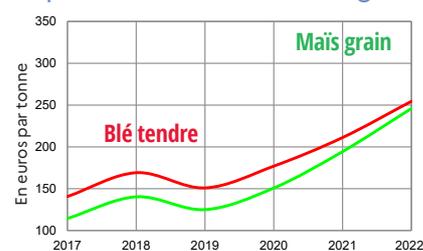
L'année 2022 est à la fois l'année la plus chaude jamais enregistrée en France depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, et l'une des moins pluvieuses. De même, en Bretagne, les **températures** dépassent significativement les normales 1991-2020 (excédent de 1,3 °C sur l'année), en particulier en février-mars, juillet-août et octobre-novembre. Les **précipitations** s'affichent très en-dessous des normales de saison (-12,7 % sur l'année), avec un niveau déficitaire excepté en juin, septembre, novembre et décembre. Les niveaux des nappes d'eau souterraines bretonnes relevés fin novembre sont cependant majoritairement conformes aux normales à l'ouest de la région et modérément bas à l'est, grâce aux pluies du dernier mois. Sur l'année, les conditions météorologiques défavorisent globa-

lement la **production d'herbe et de maïs**. Par rapport à 2021, la production bretonne décroît de 35 % en prairies et de 18 % en maïs fourrage, suite à la chute des rendements.

En dépit du déficit hydrique, les semis de **céréales à paille** à l'automne 2021 se sont déroulés dans de bonnes conditions, donnant des cultures bien implantées. Leur progression à l'hiver 2022 s'effectue également correctement malgré le manque de pluie. Les premiers signes de manque d'eau se font sentir en mai. Cependant, les conditions de culture restent globalement satisfaisantes. La moisson est réalisée en un temps record, avec deux semaines d'avance. Au final, après avoir progressé de 7,2 % en 2021, les rendements des céréales à paille s'améliorent plus faiblement en 2022 (+2,4 %) et dépassent légèrement la moyenne quinquennale (+1,2 %). Comparés aux moyennes 2017-

2021, le rendement du blé gagne 1,7 q/ha (75,2 q/ha) et celui du triticale 2,2 q/ha (61,6 q/ha), tandis que celui de l'orge perd 0,7 q/ha (65,6 q/ha). Le rendement du **maïs grain** (77,1 q/ha) se réduit, quant à lui, de 18 % par rapport à 2021 et de 16 % par rapport à la moyenne quinquennale (-15 q/ha). Entre 2021 et 2022, la production céréalière globale diminue de 6,5 %. Celle des céréales à

**Graphique 1**  
Le prix\* des céréales en Bretagne



\*prix moyen payé au producteur au 30/06 de N+1, sauf 2022 au 31/12  
Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer

**Tableau 1**  
Les principales productions bretonnes en 2022

	2021	2022	Évolution 2022/2021	Part Bretagne/ France*
<b>Productions végétales (tonnes)</b>				
Blé	2 147 911	2 214 648	3,1 %	6 %
Maïs grain	1 461 723	1 078 911	- 26,2 %	9 %
Orge	621 548	627 864	1,0 %	5 %
Triticale	200 689	211 669	5,5 %	11 %
Autres céréales	91 933	96 068	4,5 %	3 %
Oléagineux	181 327	240 439	32,6 %	3 %
Maïs fourrage	3 968 823	3 242 178	- 18,3 %	23 %
Choux-fleurs	192 395	153 119	- 20,4 %	81 %
Tomates	178 594	169 754	- 4,9 %	26 %
<b>Lait (millions de litres)</b>				
Livraisons à l'industrie	5 379	<b>5 313</b>	- 1,2 %	23 %
<b>Activité dans les abattoirs (tonnes)</b>				
Bovins de moins de 12 mois	61 486	57 248	- 6,9 %	32 %
Gros bovins	251 379	230 365	- 8,4 %	19 %
Porcs	1 310 739	1 271 615	- 3,0 %	59 %
Gallus	372 578	378 684	1,6 %	34 %
Dindes	107 591	103 108	- 4,2 %	42 %
<b>Production d'œufs des élevages professionnels (milliers)</b>				
Œufs de consommation	5 729 100	<b>5 639 100</b>	- 1,6 %	37 %

\* Faute de données disponibles pour la France en 2022, les résultats datent de 2021, sauf pour l'activité dans les abattoirs.

Source : Agreste Draaf Bretagne, statistique agricole annuelle (2021 définitive, 2022 provisoire), enquêtes auprès des laiteries, BDNI, enquête auprès des abattoirs)

paille excède de 2,9 % celle de l'an passé et de 4,1 % le niveau moyen 2017-2021, grâce à une faible hausse globale des surfaces et des rendements. La sole faiblit pour le blé (294 600 ha), mais augmente un peu pour l'orge (95 650 ha) et le triticale (34 400 ha). En revanche, l'évolution de la production annuelle est négative en maïs grain (- 26 %), du fait d'une baisse, non seulement des rendements, mais aussi des surfaces.

La production en **oléagineux** s'accroît d'un tiers entre 2021 et 2022, sous l'effet simultané de l'augmentation des rendements (+ 11 %) et des surfaces (62 600 ha, soit + 19 %).

La production en **protéagineux** se stabilise sur celle de 2021, avec des rendements en légère hausse et une sole réduite (9 000 ha).

En 2022, la forte demande mondiale en grains combinée à la baisse des productions (sécheresse, guerre en Ukraine) entraîne un accroissement inédit des **cours des céréales**. En 2021, les prix avaient déjà fortement augmenté sous l'effet notamment d'une demande chinoise très soutenue. En

février 2022, le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne renforce considérablement cette tendance haussière, l'Ukraine et la Russie représentant environ 30 % des exportations mondiales de blé et de tournesol, et 20 % de celles du maïs.

En Bretagne, les prix des céréales au 30 juin 2022 (fin de campagne 2021-2022) s'élèvent à 211 €/t pour le blé tendre, 194 €/t pour l'orge, 192 €/t pour le triticale et 194 €/t pour le maïs grain, en augmentation respectivement de 19 %, 25 %, 21 % et 29 % sur les niveaux d'un an plus tôt. Entre juin 2022 et décembre 2022, les prix continuent de croître : de 20 % pour le blé, 23 % pour l'orge et le triticale, et 26 % pour le maïs grain.

L'augmentation des prix des céréales est répercutée sur le **coût de l'alimentation animale**, avec une hausse exceptionnelle au premier semestre, puis un plafonnement, au second. Déjà sous tension depuis la fin 2020, les prix d'achat des **intrants** accélèrent fortement en 2022 suite au conflit russo-ukrainien. Selon l'Ipampa<sup>1</sup>, le prix

d'achat de l'ensemble des intrants utilisés par les agriculteurs bretons grimpe de 21 % en 2022, poussé par l'envol du coût des aliments pour animaux (+ 26 %), mais aussi de **l'énergie** (+ 34 %), dans un contexte de reprise, ainsi que des **engrais** (+ 66 %). Pour ces derniers, l'accroissement reflète en grande partie le renchérissement du prix du gaz, nécessaire à la fabrication d'engrais azotés, dont l'approvisionnement par la Russie a été brutalement interrompu avec le conflit.

### Une campagne plus favorable en tomates qu'en artichauts

La campagne 2022 de **tomates** débute sur des disponibilités réduites, du fait de plantations plus tardives ou de limitation de chauffage liée à la flambée du prix du gaz. Excepté fin avril et fin juin, les cours restent fermes jusqu'en juillet, soutenus par des opérations programmées de promotion, une production modérée et une météo favo-

de production agricole (Ipampa) permet de suivre l'évolution des prix des biens et des services utilisés par les agriculteurs pour leur exploitation agricole. Ces prix sont relevés auprès des vendeurs de produits nécessaires aux exploitations.

1 - L'Indice des prix d'achat des moyens

nable à la consommation en juillet. La situation se dégrade fin juillet, avec une hausse des apports et un repli des cours : la crise s'installe alors durant tout le mois d'août en petits fruits. Les apports se replient ensuite dès la rentrée de septembre, réorientant les tarifs à la hausse. Sur l'année, l'offre bretonne s'affiche, au final, inférieure de 5,1 % à la moyenne quinquennale, avec un prix moyen annuel en hausse de 18,3 % pour la tomate grappe (prix expéditeur à 1,35 €/kg).

Les difficultés structurelles de la filière **artichauts** se poursuivent, avec des surfaces en diminution dans le bassin breton, suivant une tendance enregistrée depuis plus de vingt ans. La campagne 2022 est par ailleurs marquée par une offre limitée due aux excès de chaleur. De plus, les fortes températures impactent la qualité du produit à tous les niveaux de la filière (production, conditionnement, magasins). Concernant les cours, ceux des charnus demeurent en dessous de la moyenne quinquennale sur la première moitié de campagne, alors que la situation en petits violets tend à s'améliorer au fil des mois. La fin de campagne est très précoce, avec des disponibilités réduites mieux valorisées. Sur l'année, le prix moyen des artichauts Camus se replie de 10 % par rapport à la moyenne 2017-2021, malgré une offre réduite de 38 %.

Après des retards de plantation, la campagne 2021-2022 de **choux-fleurs** débute sur des cours rémunérateurs. Néanmoins, à partir de janvier 2022, la tendance baissière s'installe jusqu'à la fin de la saison. Contrairement à l'année précédente, environ deux tiers des apports se concentrent sur la seconde période de campagne (1<sup>er</sup> semestre 2022). Conséquence des épisodes de temps doux à répétition, les apports de choux-fleurs arrivent sur le marché par à-coups et sont très souvent déphasés par rapport à la demande, maintenant les ventes à un niveau de prix bas. Après une campagne 2020-2021 très rémunératrice, le bilan 2021-2022 s'avère décevant, avec un

prix moyen et des disponibilités inférieurs aux moyennes des cinq campagnes précédentes (respectivement -11 % et -20 %). La nouvelle campagne 2022-2023 démarre plus favorablement, avec un prix moyen supérieur à la moyenne des cinq dernières campagnes, face à une offre réduite liée à la diminution des surfaces mises en cultures. En raison également de la sécheresse, les volumes sont très mesurés jusqu'en octobre, ce qui soutient les cours. À partir de fin octobre, le temps doux et humide permet un rattrapage du retard : dans un contexte de marché européen marqué par l'abondance, les cours chutent. Puis ils remontent en décembre du fait d'une offre réduite par une vague de froid. La tendance se prolonge en janvier et février 2023, en raison du déficit européen.

Les cours de l'**endive** sont particulièrement bas durant toute la campagne 2021-2022, dans un contexte de surabondance et de demande insuffisante. L'état de crise conjoncturelle est constaté à trois reprises pour un total de 60 jours, situation inédite depuis au moins dix ans. Pour la nouvelle campagne 2022-2023, l'offre s'annonce inférieure à celle de la dernière campagne, à des tarifs plus favorables.

Après une campagne 2020-2021 exceptionnelle, les **échalotes traditionnelles** de la campagne 2021-2022 sont plus abondantes et moins bien rémunérées. Le produit est cependant bien valorisé jusqu'en mars 2022, dépassant le prix moyen quinquennal, mais les cours fléchissent à partir de fin avril, dans un contexte d'écoulement poussif des stocks. La nouvelle campagne 2022-2023 démarre sur des bases tarifaires fermes, avec des rendements affectés par la sécheresse. En fin d'année 2022, l'écoulement devient difficile en dehors des opérations programmées de promotion et de l'export, entraînant le cours sous la moyenne quinquennale. En janvier et février 2023, le produit est placé en situation de crise conjoncturelle, la concurrence des produits de semis

pesant notamment sur les ventes.

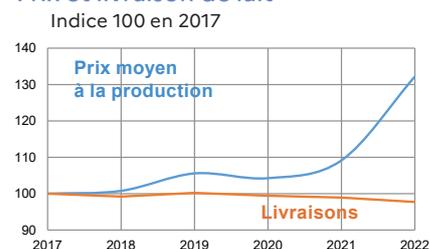
## Lait : augmentation des charges compensée par celle du prix du lait

En 2022, les **quantités de lait** livrées par les producteurs bretons se réduisent de 1,2 % par rapport à celles de 2021 et de 1,8 % par rapport à la moyenne 2017-2021. En France, la collecte se replie de 0,8 % en un an. Cette baisse s'explique en partie par l'érosion structurelle du cheptel de vaches laitières, démarrée à la fin des quotas laitiers (1<sup>er</sup> avril 2015) au niveau national et en 2018 au niveau de la région. En Bretagne, le cheptel de vaches laitières se réduit ainsi de 3,3 % entre fin 2021 et fin 2022, non compensé par l'amélioration de la productivité (+ 2,1 %). Par ailleurs, la réduction de la production fourragère (herbe, maïs), liée à la sécheresse, impacte la production de lait.

Sous l'effet du repli des volumes et tiré par les prix des produits laitiers industriels, le **prix du lait** payé aux producteurs bretons progresse fortement : à 446 €/1 000 l en moyenne annuelle, il gagne 21 % sur le niveau de 2021 et 27 % sur le prix moyen 2017-2021, dépassant largement le précédent record de 2014 (377 €/1 000 l).

Sur un marché tendu par un manque de disponibilités et par la fermeté de la demande, les **cours des produits laitiers industriels** grimpent fortement en 2022, reflétant l'augmentation des coûts de production, notamment énergétiques. En France, le cours moyen du beurre et celui de la poudre de lait écrémé explosent ainsi, respectivement, de 67 % et de 39 % par rapport à 2021.

**Graphique 2**  
Prix et livraison de lait



Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer, enquête auprès des laiteries

Concernant le **lait bio**, les évolutions diffèrent de celles du lait conventionnel. Les livraisons bretonnes continuent de progresser, mais beaucoup moins fortement que précédemment (+ 3 %), et le prix se stabilise (+ 0,2 %), dans un contexte de repli de la consommation de produits laitiers bio lié à la baisse du pouvoir d'achat. Avec un prix moyen du lait bio à 480 €/1 000 litres en 2022, l'écart par rapport au prix du lait conventionnel (444 €/1 000 l) se réduit fortement. Le prix du lait bio passe même en dessous du prix du lait conventionnel en avril et mai, soit au moment du pic de collecte. La part du lait bio continue cependant d'augmenter, avec 9,6 % des producteurs laitiers de la région et 5,4 % de la collecte en 2022.

Parallèlement au prix du lait en augmentation, le **coût de production**, représenté par l'Ipampa lait de vache de l'Institut de l'élevage, continue de croître, sous l'effet de la hausse des coûts de l'aliment, des engrais et de l'énergie. Entre 2021 et 2022, l'évolution atteint + 19 %, en moyenne annuelle. Après avoir atteint l'an dernier son plus bas niveau depuis 2016, la **marge des éleveurs laitiers** se redresse en 2022, selon l'indice Milc (marge Ipampa lait de vache sur coût total indicé) de l'Institut de l'Élevage. L'augmentation du prix du lait l'emporte ainsi sur l'envolée des charges. En moyenne sur un an, l'indice gagne 40 % par rapport à 2021.

### Bovins : hausse exceptionnelle des prix face à une offre limitée

Dans un contexte de décapitalisation du cheptel bovin, le **volume de gros bovins abattus** en 2022 en Bretagne se replie de 8,4 % par rapport à 2021 (- 4,1 % en France) et de 9,3 % comparé à la moyenne quinquennale. Entre 2021 et 2022, le volume abattu en vaches laitières fléchit de 7,7 %, impacté par la réduction du cheptel laitier, mais aussi par la hausse du prix du lait, qui incite les éleveurs à retenir les vaches en ferme. Le repli des abattages se poursuit en jeunes bovins (- 7,1 %). Après trois années

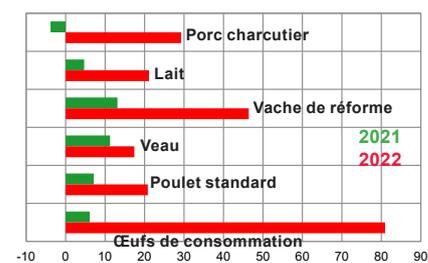
d'augmentation, les volumes d'abatage reculent également en vaches allaitantes (- 11,4 %).

Dans un contexte de reprise post-pandémie de la Covid-19, avec des conditions revenues à la normale au second semestre 2021 pour la restauration hors domicile et les échanges, la demande est porteuse, mais l'offre est limitée, tant en France qu'en Europe. Cette situation conduit à une hausse historique des **cours de l'ensemble des gros bovins**, impactés par ailleurs par le report partiel de celle du coût des intrants sur les prix à la production. Concernant les vaches laitières, la poursuite de la décapitalisation et la conjoncture laitière favorable entretiennent le déséquilibre entre l'offre et la demande. Le marché des jeunes bovins, quant à lui, est soumis à une pénurie croissante depuis le second semestre 2021, autant sur le marché français qu'européen. Dans le bassin Grand Ouest, les cours s'affichent supérieurs aux prix moyens 2017-2021, quelle que soit la catégorie de bovins. La cotation de la vache laitière P s'établit ainsi à 4,57 €/kg, en moyenne annuelle, soit + 46 % par rapport à 2021 et + 60 % par rapport au prix moyen quinquennal. Le record est battu en octobre, avec 4,91 €/kg. À 5,21 €/kg, le prix des jeunes bovins U, quant à lui, gagne 27 % en moyenne annuelle (+ 32 % comparé au prix moyen quinquennal), avec un maximum à 5,52 €/kg en décembre. Les évolutions pour le bœuf R sont de même ampleur.

Au niveau national, le **déficit extérieur de viande bovine** s'accroît en volume, et l'excédent en valeur se dégrade, sous l'effet d'une augmentation des importations, stimulées par le dynamisme de la restauration hors domicile, et d'une baisse des exportations en volume. La **consommation apparente de viande bovine**, y compris veaux, calculée par bilan (somme des abattages et des importations, exportations déduites), progresse légèrement en 2022, sans retrouver le niveau d'avant la crise sanitaire de la Covid-19. La consommation des mé-

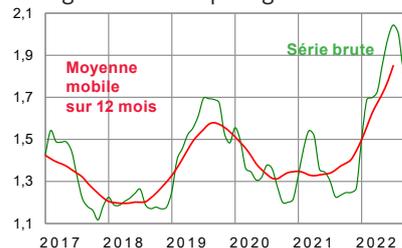
### Graphique 3 Évolution du prix des produits animaux

Variation annuelle en %



Porc charcutier, lait et poulet standard : Bretagne  
Vache de réforme : bassin Grand Ouest  
Veau : bassin Nord  
Œufs de consommation : France  
Source : FranceAgriMer, Marché au cadran de Plérin

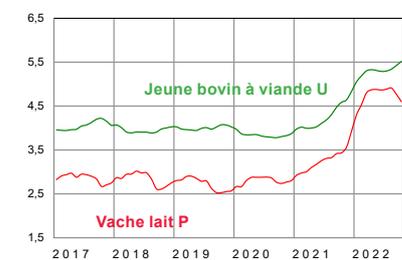
### Graphique 4 Évolution du prix du porc Bretagne - En euros par kg



Lecture : la moyenne mobile centrée sur juillet 2022 (1,721 €/kg) correspond à la moyenne de janvier à décembre 2022.  
Source : Marché au cadran de Plérin

### Graphique 5 Évolution du cours des bovins - bassin Grand Ouest

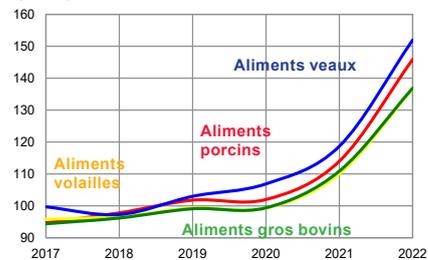
En euros par kg



Source : FranceAgriMer

### Graphique 6 Évolution du coût des aliments en Bretagne

Ipampa base 100 en 2015



Source : Insee

nages recule fortement (- 12 % pour la viande de bœuf et - 11 % pour celle de veau, d'après le panel Kantar). Elle est en effet freinée par l'inflation : la hausse des coûts de production, suite

à la flambée des prix des matières premières et de l'énergie est, en effet, en partie répercutée au consommateur. Les ménages se réorientent vers des produits moins chers, comme le porc, la volaille ou les œufs.

Parallèlement à la progression des cotations, les éleveurs sont confrontés à une hausse importante des **coûts de production**. En augmentation régulière depuis le dernier trimestre 2020, l'Ipampa aliment pour gros bovins progresse de 23 % par rapport à 2021 et de 37 % par rapport à la moyenne 2017-2021.

Les abattages de **veaux de boucherie** reculent à nouveau en 2022 (- 6,9 % par rapport à 2021 et - 9,5 % par rapport à la moyenne quinquennale) en conséquence des moindres mises en place, alors que le volume abattu en Bretagne se stabilisait l'an dernier. Le marché reste toutefois équilibré. La baisse du poids moyen en 2022 (- 1 %), après une progression depuis plus de vingt ans, peut ainsi s'expliquer par la fluidité des ventes face à une demande dynamique post-pandémie. La revalorisation des cours, démarrée fin 2021 en raison d'un manque d'offre face à une demande en reprise, s'accroît : en moyenne annuelle, le **cours du veau rosé clair O** s'affiche à 6,84 €/kg pour le bassin Nord, supérieur de 17 % à celui de 2021 et de 24 % au prix moyen 2017-2021. Parallèlement, la hausse du **coût des aliments d'allaitement** s'accroît également. En 2022, l'Ipampa aliments pour veaux excède de 28 % l'indice de l'an passé et de 45 % la moyenne 2017-2021.

### Porc : prix et coût de l'aliment record au second semestre

En 2022, la **production française de porcs** recule, en lien avec la contraction du cheptel de truies, en France comme dans l'Union européenne. Depuis le second semestre 2021, la demande de viande porcine venant de Chine, premier importateur mondial, se rétracte, suite à la reconstitution progressive de son cheptel, décimé par la Peste porcine africaine (PPA) apparue dans le pays en 2018. Dans

un contexte de forte croissance des coûts de production, un dispositif national d'aides d'urgence d'un montant de 270 millions d'euros est mis en place au premier semestre 2022 afin de soutenir les élevages de porcs les plus touchés. Conjointement avec le niveau historiquement élevé des intrants, la réduction de l'offre sur le marché français et européen génère une forte hausse des prix à la production.

En moyenne annuelle, le **prix de base du porc charcutier** au marché de Plérin s'établit à 1,721 €/kg, supérieur de 29 % à celui de 2021 et de 27 % au prix moyen quinquennal. La hausse annuelle atteint 49 % au second semestre. Le record de l'année est battu en septembre, avec des cotations hebdomadaires dépassant 2,05 €/kg. Puis les cotations redescendent au dernier trimestre, tout en restant exceptionnelles. L'année commence avec un prix moyen à 1,248 €/kg en janvier, pour terminer à 1,810 €/kg en décembre.

Le **volume de porcs abattus** en Bretagne recule de 3 % par rapport à 2021 et de 2,3 % par rapport à la moyenne 2017-2021, soit une baisse un peu plus importante qu'au niveau France entière (respectivement - 2,8 % et - 1,8 %). Il s'élève à 1,24 million de tonnes pour 13,4 millions d'animaux. Leur poids moyen à l'abattage diminue de 0,5 % en un an.

Au niveau national, le **solde commercial extérieur de viande porcine** devient négatif en volume, sous le double effet d'une baisse des exportations, en grande partie liée à la diminution de la demande chinoise, et d'une augmentation des importations. En valeur, la balance commerciale française redevient également négative, après avoir été exceptionnellement positive en 2020 et 2021, du fait des prix élevés des viandes alors exportées vers la Chine. La **consommation globale de viande de porc**, calculée par bilan, s'accroît pour la deuxième année de suite (+ 1,6 %), la viande de porc étant celle qui a le moins augmenté en 2022. La Restauration hors domicile (RHD)

repréend, tandis que les achats des ménages à domicile diminuent légèrement en raison de l'inflation. Ce recul est toutefois beaucoup moins important que celui des autres viandes.

Parallèlement à l'envolée du prix du porc, les éleveurs subissent celle des charges, avec notamment l'accroissement du **coût de l'aliment destiné aux porcs**. Celui-ci grimpe régulièrement au premier semestre, puis se stabilise à un niveau plafond au second semestre. Estimé par l'Ifip (Institut de la filière porcine), le prix moyen annuel de l'aliment industriel pour porcs à l'engrais dépasse de 31 % celui de 2021 et de 49 % la moyenne quinquennale. Ces écarts respectifs atteignent 40 % et 59 % au troisième trimestre.

La situation économique des éleveurs s'améliore au second semestre, la hausse du prix du porc l'emportant alors sur celle de l'aliment.

### Le secteur poulets relativement épargné par la crise d'Influenza aviaire

De 2019 à 2021, la **production globale de volailles** (abattages et exportations d'animaux vivants, importations déduites) s'est repliée en France, affectée par les épisodes d'Influenza aviaire dans le Sud-Ouest puis par la pandémie de la Covid-19. En 2022, la diminution s'accroît dans un contexte de recul des mises en place et d'apparition de nombreux foyers d'Influenza aviaire tout au long de l'année. La baisse de production concerne toutes les espèces. Le recul est plus faible pour les poulets, moins sensibles à la souche de virus en circulation.

En Bretagne, une vingtaine de foyers en élevage touchés par l'épidémie ont été recensés entre le 1<sup>er</sup> août et le 31 décembre (270 en France). La crise a eu peu d'impact sur les abattages de **poulets**, dont le volume augmente de 2,5 % comparé à 2021 et de 2,3 % comparé à la moyenne quinquennale. En progression depuis 2014, le poids moyen des poulets (1,54 kg) dépasse de 1,4 % celui de 2021. La conjoncture se complique encore pour la **filière**

**dindes.** Le volume abattu recule de 4,2 % en un an et de 16,8 % comparé à la moyenne 2017-2021. Leur poids moyen à l'abattage (8,37 kg) se stabilise sur celui de l'an dernier, mais reste plus élevé que la moyenne quinquennale.

Au niveau national, le **déficit extérieur des viandes de volaille** s'accroît fortement en volume (+ 35 %), sous l'effet simultané d'une baisse des exportations et d'une augmentation des importations. En valeur, le déficit extérieur est même multiplié par deux. À partir de l'été 2022, la crise d'Influenza aviaire limite les volumes disponibles à l'export. La viande de poulet reste la principale viande de volailles échangée. En volume, les exportations de cette viande restent dynamiques vers l'Union européenne, mais se dégradent vers les pays tiers, en raison de la fermeture quasi totale des marchés d'Asie du Sud-Est consécutive à l'épidémie, et de la contraction des exports vers l'Afrique subsaharienne. Les importations de viandes de volailles, quant à elles, progressent nettement pour la deuxième année de suite, après un repli inédit en 2020 dû à la crise sanitaire et la fermeture de la RHD.

La **consommation apparente de viandes de volaille de chair** en France se stabilise sur celle de 2021, qui avait progressé grâce à la reprise de la RHD. Elle s'améliore en poulets, mais se réduit en dindes, pintades et canards, touchés par le manque d'offre. La consommation globale est tirée par la RHD, l'inflation freinant l'achat des ménages.

Comme pour les autres productions

animales, l'explosion des **charges** en 2022, en énergie, comme en aliments, impacte fortement les éleveurs de volailles. Entre 2021 et 2022, l'indice coût matières premières dans l'aliment poulet standard de l'Itavi (Institut technique de l'aviculture) s'accroît de 31 % en moyenne annuelle et l'Ipampa aliment volailles progresse de 24 %. L'évolution du coût de l'aliment est en partie répercutée sur les **prix des marchés**. En moyenne annuelle, le cours à la production en France gagne 21 % en un an pour le poulet standard (1,14 €/kg vif), et 21 % pour la dinde (1,48 €/kg vif).

En 2022, la **production nationale d'œufs de consommation** se réduit de 1,6 % par rapport à 2021, tout en dépassant de 2,4 % la moyenne quinquennale. Après avoir augmenté en 2020 et 2021, dans un contexte de crise sanitaire de la Covid-19 bénéficiant à la consommation d'œufs, la production se replie suite à l'épidémie de grippe aviaire survenue en mars dans les Pays de la Loire, deuxième région productrice d'œufs mais aussi bassin d'accoupage et de multiplication pour une partie du cheptel de poules pondeuses. Si la Bretagne est relativement épargnée par la pandémie, la région subit indirectement la crise en raison de la baisse de propositions en poulettes. Au niveau national, l'évolution de la production d'œufs varie selon les modes d'élevage : elle se replie de 16 % pour les œufs cage et progresse de 10,3 % en mode alternatif (biologique, plein air ou au sol), avec un recul, toutefois, pour les œufs bio (- 10,3 %), après la crise de surproduc-

tion de 2021. La **balance commerciale française des œufs de consommation** passe d'un excédent en 2021 à un déficit important en 2022, sous l'effet simultané d'une baisse des exportations et d'une hausse des importations. La **consommation d'œufs et ovoproduits** calculée par bilan faiblit légèrement en 2022, avec une stabilité pour celle des ménages.

Dans un contexte de baisse globale de la production d'œufs, et de demande soutenue, les **prix des œufs** explosent en 2022, avec une nette progression en avril, puis de juillet à décembre. Pour l'œuf coquille, la cotation TNO (Tendance nationale officieuse) Synthèse (moyenne des calibres G et M), atteint 12,5 €/100 œufs, en moyenne annuelle, soit 69 % de plus qu'en 2021 et deux tiers de plus que la moyenne 2017-2021. Elle grimpe à 15,4 €/100 œufs en décembre. Pour les œufs destinés à l'industrie, la cotation TNO Industries'envoie de 115 % en un an (1,72 €/kg).

#### Pour en savoir plus

##### > Agreste Conjoncture Synthèses

- Décembre 2022 - N°399 - « Bilan conjoncturel 2022 : des récoltes très contrastées, sur fond de hausses historiques des prix à la production et des intrants ».

##### > Site Draaf Bretagne - Données

- Statistique agricole - Conjoncture agricole  
<http://www.draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/Conjoncture-agricole,18>

[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)



Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Bretagne  
Service régional de l'information statistique et économique  
15, avenue de Cucillé  
35047 Rennes cedex 9

Tel : 02 99 28 22 30  
Mail : [srise.draaf-bretagne@agriculture.gouv.fr](mailto:srise.draaf-bretagne@agriculture.gouv.fr)

Directeur : Michel Stoumboff  
Directrice de la publication : Claire Chevin  
Rédactrice en chef et composition : Sylvie Lesaint  
Rédactrice : Linda Deschamps  
ISSN : 2739-705X  
© Agreste 2023